

# CAARDIS 2017

**Configuration générale de l'anthologie des jalons des orientations politiques de l'aide de la Haute-Volta au Burkina Faso**

**Par Joseph Paré**

**[Joseph.pare@caardis.org](mailto:Joseph.pare@caardis.org)**

**WWW.CAARDIS.ORG**

Depuis l'accession de la souveraineté internationale de la Haute-Volta, le 5 Août 1960<sup>1</sup> et sa consécration, son adhésion à la communauté Internationale – ONU - les discours politiques des différents gouvernements qui se sont succédés sont remplis d'une profusion de concepts, à significations et orientations multiples que sont le « Tiers Monde », « Pays sous-développés », « Pays pauvres », « Aide publique », « Aide au développement », « Aide internationale », « compréhension à notre égard », « solidarité internationale ».

L'aide s'exprimant dans le champ de la coopération, les repères historiques révèlent que le Burkina Faso a toujours été favorable à cette coopération à condition qu'elle respecte les règles du jeu international. Le leader du nouvel Etat Voltaïque disait à ce sujet que : « ces accords de coopération que nous voulons rentables et absolument débarrassés de toute sorte de complexe, de part et d'autre doivent se faire dans la franchise la plus totale dans l'amitié la plus véritable, et dans la fraternité la plus féconde (...) Vive la République Française, Vive la république Indépendante de la Haute –Volta ! » P4. Dans la dynamique de la transformation des rapports de forces institutionnelles Thomas SANKARA déclarait que : « La révolution d'Août est une révolution qui présente un double caractère : elle est une révolution démocratique et Populaire. Elle a pour tâche primordiale la liquidation de la domination et de l'exploitation impérialiste, ... »<sup>2</sup>P20. Dans un ordre mondial en pleine recomposition Roch M. C. KABORE engageait son gouvernement à œuvrer « au renforcement de la coopération et de l'intégration africaine qui demeurent pour nos peuples un passage obligé pour la libération politique et l'efficacité économique »<sup>3</sup> P48. La polarisation des repères historiques sur « l'incontournable nécessité » de la coopération révèle que dans le concert des nations, aucun Etat ne peut volontairement vivre de façon constante dans l'autarcie<sup>4</sup>. Cependant, à l'égard de l'aide au développement, les prises de position ont parfois variées en fonction des régimes politiques.

Concernant le financement des programmes de développement, Maurice YAMEOGO disait ceci : « ...la Belgique a déjà, depuis longtemps souscrit ; ce n'est pas par hasard que la

---

<sup>1</sup> Il s'agit du discours prononcé par Monsieur le Président Maurice YAMEOGO, lors de la remise de la terre de créance de Monsieur l'envoyé exceptionnel et plénipotentiaire de la République Française et de la communauté le 19 Janvier 1961 confère (Archives Nationales)

<sup>2</sup> Extrait du Discours d'orientation Politique (DOP) prononcé par le camarade Thomas SANKARA, chef de l'Etat, Président du Conseil National de la Révolution (CNR, le 02 Octobre 1983 à Ouagadougou.

<sup>3</sup> Déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, chef du gouvernement prononcé par Roch M. C. KABORE devant l'Assemblée des Députés du Peuple (ADP) le vendredi 24 juin 1994.

<sup>4</sup> Les Etats-Unis d'Amérique, dans la Dynamique des Relations Internationales sont passés de l'isolation volontaire à un interventionnisme affiché (unilatérale). La crise en est une illustration.

CEE, et plus spécialement le Fonds Européens de Développement, à son siège à Bruxelles ; de cette possibilité offerte, nous mesurons tout le prix, puisqu'elle nous met en mesure d'assurer notre rapide évolution sans sacrifier de nos valeurs humaines »<sup>5</sup>P3. Le souci de la durabilité de l'aide au développement était manifeste dans le message du Président A. Sangoulé LAMIZANA lorsqu'il exprimait en Janvier 1972 à la cérémonie de présentation des vœux du pays Diplomatique au Chef de l'Etat, en ces termes : « ..., les pays du Tiers monde se trouvent en état de moindre résistance, pour affronter leur problèmes spécifiques, pendant longtemps, l'aide des organisations internationales et notamment l'ONU et le FED ainsi que les aides bilatérales, ont présenté une part essentielle de nos perspectives de développement, nous voulons croire que ces appuis continuerons à se renforcer ». A la fête de la proclamation de l'indépendance de la même année, son procédé d'insistance exprimait que : « Grâce aux concours que les pays amis et les Organisations Internationales acceptent de nous apporter nous pouvons allons de l'avant et dépassera fatalité » 5 Août 1972. La transcendance de cette vision, ouvrait à son Premier Ministre un procès des institutions donatrices de l'aide lorsqu'il affirmait à ce sujet que « certaines puissances réputées pourtant les plus riches, regardent passivement ou presque passivement la Haute-Volta se dépêtrer dans ses difficultés, se contentant le plus souvent de déverser à profusion à notre endroit le trop plein de leur bonnes intentions. Tout le monde sait que le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions »<sup>6</sup>. Le régime politique qui a succédé à cette démocratie annonçait un début d'idée nouvelle. Un bilan de 20 ans d'indépendance politique dans la dépendance économique, permettrait au Colonel Saye ZERBO qui succéda à ce régime, de légitimer au-delà des handicaps naturels, qu'il « existe à notre stagnation économique des raisons que l'on peut résumer ainsi. (...), Absence d'une politique de mobilisation de l'épargne et l'énergie nationale en vue du financement de l'exécution des plans que dépendent alors à plus de 80% de l'aide extérieurs ». Le régime politique qui renversa ce dernier par un coup d'Etat militaire, préfaçait des idées nouvelles. Son Président Jean Baptiste OUEDRAOGO attestait que « les différents systèmes économiques et sociaux élaborés ailleurs n'ont pas apporté de solutions heureuses à nos problèmes de développement. Il est donc temps et légitime de nous organiser afin de

---

<sup>5</sup> Discours du Président de la République Maurice YAMEOGO, à l'occasion de la remise officielle de la lettre de créance de l'Ambassadeur de Belgique le 17/10/1961

<sup>6</sup> Extrait, déclaration de Monsieur le Premier Ministre sur la situation de la nation à la première session ordinaire de l'Assemblée Nationale.

trouver la voie qui conviennent aux aspirations profondes de notre peuple »<sup>7</sup>. Le refus d'être attaché par le « cordon ombilical » de l'aide à l'impérialisme internationale s'est surtout manifesté dans le discours du Président du CNR qui montre que « l'aide doit aller dans le sens du renforcement de notre souveraineté et ne pas porter atteinte à cette souveraineté. L'aide doit aller dans un sens qui consiste à détruire l'aide. Toute aide qui assassine l'aide est la bienvenue au Burkina Faso. Mais de toute aide qui crée une mentalité d'assisté nous met dans l'obligation de nous départir »<sup>8</sup>. La « rectification » de la révolution du 4 Août 1983 par le Front Populaire a eu une position moins tranchée sur la question de l'aide que celle-ci. La conquête « effrénée » de moyens pour la « vie » ou la « survie » nationale dans un contexte « d'asphyxie financière » par l'endettement massif greffée à une situation « d'austérité économique très aigue » pour certains pays en développement, et comme un bon « bon nombre » d'Etat africains au Sud du Sahara, la « jeune 4<sup>e</sup> République du Burkina Faso se sentait obligé au début des années 1990, de se « résigner aux prescriptions » internationales, lorsque le Président Blaise COMPAORE déclarait que : « pour sortir de ce marasme et échapper à une nouvelle donne économique que tente d'imposer un système mondial injuste et inégalitaire, le continent africain devra opter pour une démocratisation en profondeur même de redonner confiance à nos peuples et tendre résolument vers l'intégration »<sup>9</sup>. Il ajoute à cela que : « une grande partie de nos actions de développement ne peut être réalisé que par l'appui technologique, scientifique et financier de partenaires étrangers »<sup>10</sup> mais aussi « tous les peuples qui ont vaincu le sous-développement et la misère qui ont relevé les défis et construit les machines, économiques plus performant sont précisément ceux qui ont su se mobiliser dans un élan consensuel et unitaire ». Ce discours programme est le levier et le déterminant majeur de l'orientation du développement et de politique générale du gouvernement défini par ces Premiers Ministres Youssouf OUEDRAOGO, Roch Marc Christian KABORE, Désiré OUEDRAOGO KADRE et Paramanga Ernest YONLI.

L'analyse de la noblesse des programmes de développement, des discours passionnants, des options politiques et les idées persuasives, montre que l'aide au développement est restée nécessaire et même indispensable à certain niveau de la vie de la Haute-Volta au Burkina

---

<sup>7</sup> Extrait du discours programme du CSP, prononcé par le chef de l'Etat, le commandant Jean Baptiste OUEDRAOGO, le 7 Mai 1983

<sup>8</sup> Il s'agit de l'orientation politique que donne le Président du CNR Thomas SANKARA à l'aide publique au développement lors d'une conférence de presse. Carrefour Africain N°843 du 10 Août 1984

<sup>9</sup> Président Blaise COMPAORE, au début de son premier serment lors du lancement discours Programme de large Rassemblement en septembre 1991 à Ouagadougou.

<sup>10</sup> Blaise COMPAORE, Op.cit. P40

Faso pour les différents régimes politiques que sont la première république (1960-1966), le gouvernement provisoire militaire (1966-1970), la deuxième République (1970-1974), le Gouvernement national du renouveau (1974-1977), la troisième république (1978-1980), le CMRPN (1980-1982), le CSP (1982-1983), le CNR (1983-1987), le Front Populaire (1987-1991), la quatrième République (1991 à nos jours). Pour chacun d'eux il a toujours été question de l'application de la formule : « aide d'accord, mais souveraineté d'abord ». Cependant, entre les « belles allocutions », les « beaux discours » politiques et la pratique réelle, il eût souvent des discordances liées aux jeux des « impuissants » parmi les puissances internationales, à la position de soutien et de solidarité de l'Etat aux mouvements des peuples en lutte pour leur libération et à l'option idéologique. C'est cette option idéologique qui a permis au Président du CNR, en effet, de rompre avec le « suivisme » des différents prédécesseurs par rapport à l'aide. C'est en cela que GUISSOU (B) qualifie la politique des 23 années d'indépendances qui ont procédé la révolution de la politique « de la main tendue vers les pays amis et l'aide alimentaire » résultant du fait que ces programmes de développement de cette période n'ont pas changé « l'image du pauvre, enclavé et dépourvu de toute richesse minière significative, capable d'attirer des investisseurs de capitaux »<sup>11</sup>. Le mérite du CNR est d'avoir osé dire non à l'impérialisme, à la servitude, à l'opposition, à la domination et surtout au « misérabilisme ambulante » sur le plan international et au culte identitaire de l'Etat providence''<sup>12</sup> au niveau interne. La « logique du refus » du CNR s'inscrit dans la concordance corrélationnelle entre le discours et l'action. L'une des incidences de cette situation, est que la Banque Mondiale à « couper » l'aide parce que le Burkina refusait l'application du PAS et la France quant à elle l'a réduit au « strict minimum ». La dynamique du sens de l'aide présente une dernière étape des fondements politiques qui sur une tendance de « real politic »<sup>13</sup>, mène un jeu d'« équilibrisme » dans une « diplomatie de développement »<sup>14</sup> chercher par tous les moyens, tout ce qui peut apporter l'aide, faire un don,

<sup>11</sup> GUISSOU (B) : « Histoire et pauvreté au Burkina Faso » in UNESCO : La pauvreté une fatalité ? Promouvoir l'autonomie et la sécurité humaine des groupes défavorisés : Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, UNESCO/KARTHALA, Partis, p105

<sup>12</sup> Il s'agit d'une des identités de l'Etat et encore plus la 1<sup>ère</sup> du Burkina Faso. Vue la faiblesse de nos économies après l'indépendance politique les Etats africains se sont érigés en garant du « bonheur ». L'Etat providence est cet Etat qui si offre la noble mission d'être au 1<sup>er</sup> plan de l'acteur du bien-être de l'ensemble des populations. (Voir SANDAOGO : GSP)

<sup>13</sup> La « real politic » pourrait être perçue comme le réalisme politique

<sup>14</sup> La diplomatie du développement est la rupture avec cette diplomatie de type idéologique qui constituait à collaborer, coopérer qui avec ceux qui avaient la même option idéologique que lui. Dans la diplomatie du développement, quelle que soit les divergences idéologique, il suffit que « l'autre » puisse apporter un plus à la construction de la nation pour coopérer et œuvrer ensemble.

en lui présentant une certaine image du pays, du début de la période « post-révolutionnaire » à nos jours. C'est dans ce contexte que la Banque mondiale et le Burkina Faso ont repris leur coopération.